

# dial

## **diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1350 - 17 novembre 1988 - 2 F

### **D 1350 COLOMBIE: DIALOGUE NATIONAL ET INITIATIVE POUR LA PAIX**

La violence tous azimuts continue en Colombie (cf. DIAL D 1255, 1284 et 1305). L'enlèvement par les guérilleros du M-19 d'Alvaro Gómez, candidat du Parti conservateur aux élections présidentielles de 1986, enlèvement effectué le 28 mai 1988 suivi de sa libération le 20 juillet suivant, avait mis les milieux politiques en état de choc. Sa remise en liberté était conditionnée à la tenue d'un "dialogue national". Un accord était passé le 14 juillet à la nonciature de Panamá. On se souvient de la première tentative en ce sens en 1984, puis de l'échec ultérieur (cf. DIAL 947, 974, 986, 1064 et 1072). C'est ainsi que, sous l'égide de l'Eglise catholique choisie comme médiatrice, un "dialogue national" s'est ouvert à Bogotá le 29 juillet, avec la participation des forces vives du pays; mais le gouvernement en était absent et avait refusé d'accorder des sauf-conduits aux représentants des mouvements de guérilla. La rencontre a consisté en 35 interventions successives sans débat. Mgr Castañón, évêque de Pereira et président du CELAM, tenait la présidence de la rencontre; une seconde session était prévue le 22 août suivant. En fait l'opération n'a guère eu de suites.

De son côté, le 1er septembre 1988, le gouvernement lançait une "initiative pour la paix" en direction des mouvements de guérilla. Pour l'heure les choses piétinent.

C'est dans ce contexte d'un pur rapport de forces politiques que l'épiscopat colombien a publié le texte ci-dessous.

Note DIAL

### **DÉCLARATION DU COMITÉ PERMANENT SUR LE PROCESSUS DE PAIX**

1. Le pays fixe ses regards sur la paix. Pour cet objectif fortement désiré par tous, les chrétiens attendent une parole d'orientation des pasteurs de l'Eglise en Colombie.
2. Un nouveau processus de paix a commencé. Nous comptons sur la bonne volonté de tous, avec des signes et des preuves de concorde.
3. La cause de la paix exige tous les efforts. Nous souffrons et sommes peints de tant de morts injustes et cruellement données. Nous condamnons toutes les violences: les massacres, le terrorisme, les enlèvements, les extorsions, la prétention à faire justice soi-même, etc. Dieu seul est le maître de la vie. Il faut respecter ce don sacré.
4. La paix suppose l'instauration d'un climat de dialogue, de recherche, en mettant le bien de la patrie au-dessus de tout. Nous devons tous aider à l'obtention de la paix.
5. Nous sommes conscients de l'urgence de la paix; nous en connaissons les difficultés. Nous croyons qu'elle est possible. Nous nous sommes engagés personnelle-

D 1350-1/2

ment en ce sens. Comme serviteurs du Seigneur, nous ne sommes tributaires d'aucune idéologie ni ne sommes membres de partis politiques; nous n'avons d'autre intérêt que celui de la réconciliation dans le Christ. Nous condamnons le péché, mais nous considérons le pécheur avec miséricorde et compassion. Nous ne sommes personnellement contre personne. Nous apportons notre soutien à une noble lutte pour la justice, pour la concorde, pour une civilisation de l'amour.

6. Nous aimons la Colombie. Nous ressentons, comme évêques, que les Colombiens sont nos frères, nos fils et amis; que Jésus, le bon pasteur, nous en donne la charge.

7. Les efforts récemment faits ont été nécessaires et fructueux. C'étaient les efforts conjoints de tous les partis politiques, des organisations de la production et du travail, de nombreuses institutions et personnes. Nous espérons que nous sommes tous décidés, dans un pays saturé de violence, à marcher sur les chemins qui mènent à la paix, avec des accords et des engagements la garantissant. En ce qui concerne l'initiative pour la paix proposée par le gouvernement, nous en avons commencé l'examen sérieux avec la participation des évêques et des prélats des différentes juridictions ecclésiastiques, pour bénéficier de leurs apports, afin de préciser le mode de participation de l'Eglise dans le processus de paix. Nous enregistrons la bonne volonté du gouvernement et des forces armées, dont nous reconnaissons le patriotisme. Nous comptons sur leur précieux apport en faveur de la paix, dans un dialogue sur la base de la vérité et de la loi.

8. Nous continuerons de travailler avec amour et espérance pour la Colombie. Nous maintiendrons une attitude de dialogue, à tous les niveaux, sans économiser nos efforts, pour l'objectif fondamental de la réconciliation, comme la paix de la Colombie le mérite.

9. Comme apport très important dans notre service de la paix, il y aura en fin novembre la première étape de la grande Mission nationale de réconciliation. Elle se tiendra à Urabá, dans le nouveau diocèse d'Apartadó, puis à Barrancabermeja quelques jours plus tard, et à San Vicente del Caguán, dans le Caquetá.

10. Nous demandons une nouvelle fois de prier avec constance et ferveur pour la paix que le Seigneur nous donnera comme don précieux.

Bogotá, le 16 septembre 1988

(Suivent les signatures des archevêques et évêques membres du Comité permanent)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441